Mers et océans (suite de l'article)

Préserver la biodiversité maritime et la santé des eaux

Parmi ces sujets clés, la préservation de la **biodiversité marine** fait l'objet d'une attention particulière. Dans sa stratégie en la matière, la [Commission européenne](#) s'est fixée l'objectif de protéger 30 % des plus de 11 millions de km² de [mers](#) de l'UE en 2030. Un but qu'elle compte atteindre en partie avec l'extension des zones [Natura 2000](#), des sites naturels et semi-naturels qui se distinguent par leur biodiversité exceptionnelle. Cet objectif doit être officiellement fixé dans le droit européen à travers l'adoption d'une loi sur les océans prévue pour 2027 (voir le Pacte sur les océans plus bas).

Pour concrétiser ces ambitions, l'Union européenne s'est dotée en 2024 d'une législation visant à **restaurer les écosystèmes dégradés** (surnommée "[loi européenne sur la restauration de la nature](#)"). Afin de "*ramener la nature dans toute l'Europe*" et de rétablir les écosystèmes ravagés par l'activité humaine, [le règlement](#) comporte des objectifs de restauration contraignants pour des habitats spécifiques qui abritent de nombreuses espèces. Ces mesures devraient couvrir au moins 20 % des zones terrestres et maritimes de l'UE en "mauvais état" d'ici à 2030 puis jusqu'à 90 % des écosystèmes nécessitant une restauration à l'horizon 2050.

Le 1er janvier 2026, le **traité international sur la haute mer (BBNJ)** devrait entrer en vigueur.

Ce texte, adopté en juin 2023 doit permettre d'établir des zones marines protégées à grande échelle en haute mer. Ces zones situées hors des espaces maritimes contrôlés par les États et qui représentent deux tiers des océans de la planète comprennent en effet de riches puits de carbone, permettant de recapturer le CO₂ dégagé dans l'atmosphère, ainsi que des réservoirs biologiques majeurs, qui font l'objet de nombreuses convoitises.

Si ce traité sur "la biodiversité par-delà les juridictions nationales" ([BBNJ](#) pour "*Biodiversity beyond national jurisdiction*") a été négocié pendant près de 20 ans aux Nations unies, il doit maintenant être ratifié par 60 pays pour entrer en vigueur.

Or début juin 2025, seules 29 ratifications avaient été enregistrées. Mais le processus a connu un vrai coup d'accélérateur. Durant la Conférence des Nations unies pour les océans en juin 2025 (voir plus bas), [Emmanuel Macron a affirmé](#) "*que les ratifications ou les engagements de plus d'une soixantaine de pays permettront l'entrée en vigueur du traité*" d'ici la fin de l'année.

Toujours en matière de gouvernance internationale, la Commission a indiqué en juin 2022 que l'**exploitation minière en eaux profondes** devrait être interdite jusqu'à ce que les connaissances scientifiques sur ses conséquences soient plus poussées. Elle souhaite attendre que les techniques d'extraction n'aient pas d'effets néfastes et que l'environnement marin soit efficacement protégé. De son côté, l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) se consacre actuellement à élaborer un code environnemental visant à autoriser ou non l'exploitation minière des océans, par exemple riche en cobalt.

Un Pacte pour les océans pour aller plus loin

Le 5 juin 2025, la Commission européenne a dévoilé les contours de son **Pacte européen pour les océans**,

Cette stratégie globale sur des enjeux maritimes vise à *"mieux protéger les océans, à promouvoir une économie bleue prospère et à soutenir le bien-être des populations vivant dans les zones côtières"*,

Dans le détail, cette stratégie couvrira un large éventail de domaines et se concentre sur six priorités : *"protéger et restaurer la santé des océans"*, *"renforcer la compétitivité de l'économie bleue durable de l'UE"*, *"soutenir les communautés côtières, insulaires et les régions ultrapériphériques"*, *"faire progresser la recherche, les connaissances, les compétences et l'innovation dans le domaine océanique"*, *"renforcer la sécurité et la défense maritimes"* et enfin *"renforcer la diplomatie océanique de l'UE et la gouvernance internationale des océans"*.

Dans ce cadre, la Commission européenne présentera en 2027 une **"loi sur les océans"**, un texte clé qui permettra d'inscrire dans le droit européen les grands objectifs de cette nouvelle stratégie Parmi eux, [on retrouve notamment la protection de 30 % des eaux maritimes de l'UE d'ici 2030, dont 10 % de manière stricte.](#)

D'autres points importants figurent également dans ce Pacte bleu, comme la volonté de réviser la [directive](#) sur la planification de l'espace maritime, qui coordonne différentes stratégies concernant les activités dans l'espace marin.

Du **9 au 13 juin 2025**, Nice est pour quelques jours la capitale mondiale de la protection de ces étendues d'eau salée, qui couvrent près de **71 % de la surface du globe**.

Lutter contre le plastique

La lutte contre **les déchets plastiques** est également un enjeu majeur pour la santé des espaces maritimes. Selon les pires scénarios [rapportés](#) par les Nations unies, entre 19 et 23 millions de tonnes de plastique sont relâchés dans les écosystèmes aquatiques chaque année. Un chiffre qui pourrait dépasser les 50 millions en 2030. Dans ce contexte, un premier accord mondial a été conclu en mars 2022 : il engage les négociations vers un **traité international contraignant** relatif aux déchets marins et à la pollution plastique. En novembre de la même année, l'Union européenne a adhéré à une coalition mondiale pour *"un texte ambitieux"* qui inclurait des instruments juridiques coercitifs. L'accord pourrait être finalisé cet été, du 5 au 14 août 2025 à Genève (Suisse)

A l'occasion de la Conférence des Nations unies sur l'océan en juin 2025, Emmanuel Macron a annoncé la signature par 95 pays de "l'appel de Nice". Dans ce document, les signataires appellent à l'adoption d'un objectif à l'échelle mondiale pour réduire la production et la consommation de certains plastiques qui prolifèrent aujourd'hui dans les océans.

En outre, l'Union européenne s'est dotée en 2021 d'une **directive sur les plastiques à usage unique**. Un texte qui s'attaque aux produits en plastique destinés à être jetés peu de temps après leur utilisation, et qui interdit de mettre sur le marché tous les couverts (assiettes, fourchettes, couteaux...), les pailles, les

cotons-tiges, les bâtonnets pour mélanger les boissons, les tiges des ballons de baudruche ainsi que certains récipients en plastique.

La Commission européenne a aussi proposé des mesures visant à **limiter les microplastiques** dans les produits et à réduire leur rejet dans l'environnement. En septembre 2023, après validation par les eurodéputés et les États membres, [l'exécutif européen a adopté](#) l'interdiction des microparticules de plastique pour les terrains de sport synthétiques, certains produits cosmétiques, les détergents et des pesticides.

L'initiative **Clean Oceans** a été lancée en octobre 2018 par la [Banque européenne d'investissement](#), en collaboration avec l'Agence française pour le développement et son homologue allemande, la KfW. Dotée d'un budget de 4 milliards d'euros d'ici la fin de l'année 2025, elle finance des projets de réduction des déchets plastiques. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a rejoint cette initiative en 2020. Début 2023, 2,6 milliards d'euros avaient été investis dans 60 projets partout dans le monde.

La question de la pêche

Dans le cadre de sa [politique commune](#) de la pêche, la conservation des ressources biologiques de la mer est une [compétence exclusive](#) de l'Union européenne. Chaque année, le [Conseil de l'Union européenne](#) fixe ainsi les **quantités maximales de pêche** pour chaque espèce et zone géographique (totaux admissibles de capture, ou TAC), qui sont ensuite réparties entre les États membres (quotas). L'UE signe également des accords avec des pays tiers.

Acteur majeur de la pêche mondiale et [premier importateur des produits des mers et océans](#), l'Union européenne a une influence particulière sur le secteur halieutique. La Cour des comptes européenne avait d'ailleurs alerté en 2022 sur ces importations, estimant que les États membres de l'UE devaient "*frapper plus fort*" contre la pêche illégale issue des pays tiers. D'un côté, [les auditeurs](#) estimaient que le système de certification des captures de poissons mis en place en [2008](#) avait permis d'améliorer la traçabilité et de renforcer les contrôles à l'importation. Mais malgré un système complet, "*le fait que les États membres n'appliquent pas tous les mêmes contrôles et sanctions en compromet l'efficacité*", concluent-ils.

Plusieurs pays, dont la France, poussent également pour que l'accord du Cap soit définitivement ratifié. Adopté sous l'égide de l'Organisation maritime internationale en 2012, ce traité international définit des **normes pour la sécurité des navires des marins pêcheurs**. Dans les faits, plusieurs pays manquaient à l'appel pour que celui-ci puisse entrer en vigueur. En février 2022 à Brest, six États s'étaient engagés à le ratifier, ouvrant la porte à une application de l'accord, alors même qu'il doit concrétiser les promesses d'une convention signée en 1977.

En février 2023, la Commission européenne a proposé un paquet de textes pour "**verdir**" le secteur de la pêche. Il préconise d'étendre les aires marines protégées et d'y interdire le chalutage, une pratique ravageuse pour la biodiversité des fonds océaniques, d'ici à 2030.

Le paquet comprend quatre éléments : une [communication sur la transition énergétique](#), un [plan d'action pour la protection et la restauration des écosystèmes marins](#), une [communication sur l'avenir de la politique commune de la pêche](#) et un [rapport sur l'organisation commune des marchés dans le secteur](#).

Décarboner le transport maritime

L'Union européenne entend diminuer l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre qui nuisent aux océans. Selon le dernier [rapport](#) de la Commission sur le climat paru en novembre 2024, le transport maritime contribuait à environ 3-4 % des émissions de CO₂ de l'UE en 2023.

En mars 2023, le [Parlement européen](#) et le Conseil de l'Union européenne ont trouvé un accord pour réduire l'empreinte carbone des navires, en **promouvant l'utilisation de carburants renouvelables et bas carbone** dans le transport maritime ("*FuelEU Maritime*"). L'enjeu est colossal : selon la Commission européenne, ces énergies devront représenter 86 % des carburants dans le transport maritime international pour que le continent atteigne la neutralité climatique en 2050. Aujourd'hui, la presque totalité des combustibles du secteur sont d'origine fossile. L'UE entend ainsi accélérer l'électrification des navires et encourager les grands ports à poser des bornes de recharge à quai.

En parallèle, l'Union européenne a décidé d'**intégrer le transport maritime au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre** de l'UE. Ce "marché du carbone" oblige les entreprises à acheter des "droits à polluer" pour les inciter à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Son élargissement au transport maritime, d'ici à 2027, devrait permettre de réduire l'écart de coûts entre les investissements dans les énergies bas carbone, plus onéreuses, et l'utilisation de combustibles fossiles.

Au sud de l'Europe, une **zone de réduction des émissions polluantes** des navires a été créée sur l'ensemble de la Méditerranée (zone SECA).

Validée par les États membres de l'Organisation maritime internationale (OMI) en juin 2022, elle impose aux navires d'utiliser des carburants cinq fois moins polluants que la norme internationale concernant l'oxyde de soufre. La mesure est entrée en vigueur le 1er mai 2025.

Poursuivre la recherche

Afin de mieux connaître les liens entre les mers, le changement climatique et les activités humaines, l'Union européenne développe aussi un "**jumeau numérique**" de l'océan mondial. Ce "double", qui doit reconstituer virtuellement l'espace maritime et ses évolutions à partir de données scientifiques, permettra notamment de modéliser différents scénarios sur le changement climatique. Un [prototype](#) a été présenté en juin 2024.

Plus largement, l'UE insiste sur le rôle de la **recherche** pour répondre aux enjeux liés aux océans. La Commission a initié la mission "Restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici à 2030", pour soutenir les projets qui concrétisent les

objectifs du [Pacte vert](#) européen. Celle-ci mobilise les financements du programme de recherche scientifique [Horizon Europe](#).

Garantir la sûreté maritime

En novembre 2024, l'UE lançait le projet [SEACURE](#). Financé par le [Fonds européen de défense](#) et coordonné par l'entreprise française Thalès, il vise à développer des capacités de détection et de protection des infrastructures maritimes critiques contre les menaces sous-marines, en utilisant des systèmes autonomes.

L'enjeu autour de ces questions est de taille. Comme le résume l'exécutif européen, *"plus de 80 % du commerce mondial est effectué par voie maritime et environ deux tiers du pétrole et du gaz dans le monde sont soit extraits en mer, soit transportés par voie maritime"*. L'UE comptait par exemple organiser un exercice naval annuel et poursuivre le développement des opérations de garde-côtes dans les bassins maritimes européens.

L'UE mène par ailleurs déjà des missions militaires. Au large des côtes somaliennes, l'opération "Atalanta" lutte contre la piraterie depuis 2008. Et la mission "Irinì" a été lancée en 2020, avec pour objectif affiché de faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye.